

BUREAUX RUE NAIN, 1. ROUBAIX-TOURCOING. Trois mois 12 fr. Six mois 25 fr. Un an 44 fr.

JOURNAL DE ROUBAIX

Abonnement : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et Co place de la Bourse, 8; BRUXELLES, A l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

QUOTIDIEN, POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

On s'abonne et on reçoit les annonces : A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Nain, 1; A TOURCOING, chez M. Vanaverbeek, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béghin, libraire, rue Grande-Chaussée; A PARIS, chez MM. Havas, Lafitte-Bulier et Co place de la Bourse, 8; BRUXELLES, A l'Office de Publicité, rue de la Madeleine.

ROUBAIX, 15 MAI 1872

BOURSE DE PARIS

Table with 2 columns: Instrument, Price. Includes items like 3 1/2, 4 1/2, 5 1/2.

ELECTION D'UN DÉPUTÉ à l'Assemblée nationale

CANDIDAT

M. BERGEROT

MAIRE D'ESQUELBEQ, Membre du Conseil général

BULLETIN QUOTIDIEN

C'est pourtant vrai; il n'est plus possible d'en douter, la chose est authentique, le Journal officiel a parlé aujourd'hui même. M. Jules Ferry est nommé ambassadeur — ambassadeur de France!

C'est un marquis, le descendant d'un grand nom de France, qui ira à Washington. L'organe du gouvernement nous apporte la nomination de M. de Noailles, en même temps que celle de M. Ferry. Notre président aime ces jeux de bascule; il y choisira quelque jour.

Il y a encore quelques changements de moindre importance. M. le comte de Gobineau, ambassadeur au Brésil, est nommé en Suède; M. de Gabric, secrétaire de première classe, est nommé ministre en Hollande.

Les nouvelles d'Espagne sont toujours aussi contradictoires. Il en ressort seulement que l'insurrection Carliste n'est nullement en décroissance comme le prétendent les dépêches officielles du gouvernement de Madrid.

Les craintes d'un nouveau conflit entre l'Angleterre et les Etats-Unis au sujet de la question de l'Alabama se dissipent. Dans la séance des Communes du 13, M. Gladstone a fait des déclarations satisfaisantes.

Puisque les nouvelles sont assez rares ce matin, si nous causons un peu chemins de fer?

Nous avons déjà dit que le chemin de fer de Pruth à Jassy aura la largeur de la voie russe, ce qui donnera un accès en Europe aux convois militaires de la Russie. Or, on apprend que M. de Bismarck fait construire en Silésie un grand nombre d'essieux et de trucs de la lar-

geur moscovite. Qui sera dupe? Le chemin de fer de Pruth à Jassy amènera-t-il les Russes en Moldavie ou les Prussiens en Bessarabie?

Il faut d'abord se demander si ces deux puissances sont disposées à se faire la guerre. Les derniers événements de l'Europe sont-ils de nature à précipiter ou à prévenir une rupture? Examinons. Un proverbe français dit que, quand les chats n'y sont plus, les rats dansent. Il est certain que l'Europe est aujourd'hui privée des deux chats qui empêchaient les rats de trop danser et de trop ronger. La France est vaincue et occupée; il y avait autrefois une grande Angleterre, mais elle s'est transformée sous la raison commerciale Gladstone et Co. Lorsque les rats n'ont plus été retenus par rien, les deux rats se sont élanés; ils dansent, sur leurs proies respectives. La Prusse domine l'Autriche par les bons soins du comte Andrassy et du comte Anersperg; elle y change les ministères; elle y dicte ce que doit être la constitution. Quant à la Russie, elle ronge par un bout, l'os de Constantinople, sans que M. de Bismarck l'y vienne troubler. En effet, comme disait dernièrement la Gazette de Cologne, « la Prusse est la puissance la moins intéressée dans la question d'Orient, et qui est la plus disposée à laisser faire la Russie. » C'est très clair.

Nous ne savons pas si les deux Etats rongeurs ont explicitement conclu un accord pour se partager ainsi l'exploitation dans la moitié de l'Europe; mais un tel accord est si bien dans la nature des choses, qu'on n'a pas besoin de le formuler, et il n'en est que plus solide. D'ailleurs, comme dit encore la Gazette de Cologne, « la Russie et l'Allemagne » ont un intérêt commun, celui de surveiller les aspirations de la Pologne. » Il n'y a rien qui unisse les gens comme d'avoir fait un mauvais coup ensemble.

Il y a, cependant, pour chacun des complices, le revers de la médaille, et il faut signaler une grande différence dans la manière dont l'un et l'autre supportent ce sacrifice nécessaire. Pour la Prusse, la pilule à avaler, c'est l'abandon des Allemands de la Courlande, de la Livonie et de l'Esthonie. On ne saurait assez admirer la bonne grâce avec laquelle l'Allemagne brûle ce qu'elle a adoré. Ecoutez la précieuse Gazette de Cologne : « Il serait difficile de trouver une cause de rupture entre l'Allemagne et la Russie... C'est nous prêter une véritable folie que de s'imaginer que l'Allemagne voudrait conquérir la longue ligne de côtes, en grande partie inhospitalières, qui s'étend de notre frontière à Saint-Petersbourg, et cela, pour une poignée d'Allemands, qui vivent dispersés sur ce vaste espace. » Nous ne cherchons pas à expliquer ce que Riga offre d'inhospitalier et nous n'avons pas à prendre parti pour ces allemands. Nous constatons seulement avec quelle désinvolture l'Allemagne, si àpre ailleurs à la curée Allemande, traite par dessus la jambe des congénères géants de la Baltique. L'Allemagne a su doré elle-même sa pilule.

La Russie, n'est pas aussi bien résignée. Aussi, la pilule qu'elle doit avaler, est-elle bien amère! Pour assurer la domination Allemande en Autriche et particulièrement en Bohême, le ministre Anersperg a voulu impitoyablement aux pieds les malheureux Tchèques, dont la Russie s'amorçait si ouvertement le patronage. Les Hongrois, de leur côté, s'apprêtent à punir les autres Slaves, Croates et Serbes. On apporte dans cette agression un cynisme et un sang-froid qui signifient clairement qu'à Vienne et à Pétersbourg, grâce à la protection du grand Prussien, on se soucie autant de la Russie que d'une vieille lune. Enfin, voilà que M. Andrassy s'amuse à susciter la Pologne, non pas assez pour inquiéter le cher ami de Berlin, mais de manière à envoyer terriblement le voisin moscovite. Non seulement l'Autriche actuelle brave la Russie par ses actes, mais on a soin de lui crier sous le nez avec la grossièreté qui caractérise les libéraux viennois. C'est ce que faisait naguère la Nouvelle Presse libre, à laquelle la Gazette de la Bourse répondait de Saint-Petersbourg avec, avant de dédaigner de violence. Toutefois, le Russe ne parle pas de l'autre de la faire. L'Autriche est plus bruyante; mais allons-nous conclure que décidément Andrassy s'en va-t-en guerre? Peut-être le désire-t-il; mais il le fera... si le grand Prussien le lui permet et l'y soutient. Or, pour finir avec la Gazette de Cologne : « l'Allemagne est une puissance qui ne saurait nourrir aucun mauvais dessein contre la Russie. »

Le budget des matières premières

L'Assemblée nationale a pour mission de voter des impôts susceptibles de procurer au Trésor, le plus promptement et le plus sûrement qu'il est possible, un accroissement de 140 millions de francs.

En supposant que la taxe douanière en projet à appliquer aux matières premières (cotons, laines, lins, soies) sera votée par l'Assemblée, le Trésor procédera-t-il librement à des recettes suffisantes pour équilibrer le budget? Pas le moins du monde. Une série de traités de commerce nous interdisent d'appliquer une taxe douanière sur les matières premières importées en France par la plupart des Etats européens jusqu'en 1877; un traité spécial nous engage jusqu'en 1879, et, par les conventions qui nous ont été imposées par l'Allemagne, nous sommes tenus d'accorder à ce nouvel empire le traitement de la nation la plus favorisée. En admettant que toutes les nations européennes se conforment strictement à la lettre des traités et en appliquent sévèrement les clauses, nous ne pourrions que dans un an environ, taxer les matières premières importées en France par la Belgique et l'Angleterre; dans cinq ans celles qui nous seront expédiées par la plupart des nations européennes; dans sept ans seulement celles que le commerce allemand nous apportera. Voilà la théorie.

Dans la pratique, les nations favorisées par

les traités s'appliquent à devenir les intermédiaires des nations soumises à la taxe douanière, au fur et à mesure de l'extinction des traités, et la fraude, pendant sept années, viendra détruire l'effet de nos lois fiscales au bénéfice presque exclusif de l'Allemagne.

En conséquence, l'impôt sur les matières premières, s'il était voté, ne nous donnerait rien avant un an; nous procurerions de 10 à 20 millions pendant les cinq années qui suivront, et ferait la fortune des commissionnaires allemands pendant les deux années de 1878 et 1879.

C'est, on le voit, une sorte de discussion académique que va soulever le projet d'impôt sur les matières premières.

Pour rendre effectif ce projet d'impôt, il fallait commencer par négocier la révision des traités de commerce qui nous lient, c'est précisément ce qu'a tenté M. Thiers.

Le président de la République pensait que si l'Angleterre consentait à modifier le traité de 1860, en accordant à la France le droit d'édicter de nouveaux tarifs douaniers, les autres puissances imiteraient l'Angleterre.

Je me suis adressé d'abord à l'Angleterre, dit M. Thiers à l'ambassadeur du gouvernement britannique, lord Lyons (le 21 juillet 1871), comme étant le pays dont le commerce est le plus important et dont l'exemple aura la plus grande influence sur les autres nations. M. Thiers, à cette époque, justifiait ses demandes en ces termes : « Après avoir fait toutes les réductions possibles dans les dépenses, il faut encore combler un immense déficit, et l'on doit en chercher les moyens de tous les côtés; après avoir proposé des augmentations sur les impôts intérieurs, je suis obligé de recourir aux droits de douane et de solliciter la coopération des puissances étrangères avec lesquelles la France a des traités de commerce. »

Aux premières ouvertures faites par M. Thiers, le gouvernement anglais répondit par un accueil bienveillant. Lord Granville se compromit même jusqu'à déclarer qu'il n'avait pas d'objection absolue à l'établissement de nouvelles taxes modérées.

Il est évident que si le gouvernement anglais nous avait autorisés à porter atteinte au traité de 1860 et à imposer les matières premières, légèrement et exceptionnellement, le projet d'impôt aurait eu un caractère fiscal sérieux. Il n'en a point été ainsi; les ministres de la reine, et après eux le cabinet belge, ont renoncé à toute négociation pouvant tendre à modifier les traités; ces traités ont été dénoncés, les autres subsistent, et la situation est telle que nous l'avons décrite.

Pourquoi ce changement s'est-il produit? C'est que M. Thiers n'a pas pu dissimuler ses véritables intentions, lesquelles tendaient purement et simplement à revenir au régime protectionniste d'avant 1860. « La question, dit M. Thiers à lord Lyons, doit être envisagée sous deux points de vue : la protection et le fisc. »

Nous venons de constater que le fisc n'a plus un bien grand intérêt dans la question;

il ne reste donc qu'un but à poursuivre, la protection.

Ce n'est plus la nécessité d'équilibrer le budget qui s'impose aux délibérations des députés; l'Assemblée est simplement appelée à émettre, sous prétexte d'impôt, un vote favorable aux vues personnelles de M. Thiers; elle est menacée de se déjouer; elle est entraînée dans une discussion théorique dont le résultat ne doit pas modifier sensiblement la situation financière du pays.

Si l'adoption du projet d'impôt de M. Thiers ne doit pas modifier sensiblement notre situation financière actuelle, cet impôt modifiera-t-il — en le supposant admis — notre situation commerciale et industrielle? Il ferait plus que la modifier, il la compromettrait. Ce qu'il faut avant tout aux industriels et aux commerçants, c'est la stabilité; Or, toute stabilité disparaît lorsque le gouvernement adopte une politique commerciale telle que la politique protectionniste laquelle permet la continuelle modification des taxes. Et cette vérité est si incontestable, que tout trafic d'importation est suspendu depuis que la question de l'impôt des matières premières est soulevée.

Voici ce que nous lisons dans une circulaire commerciale de Pondichéry portant la date du 4 avril :

« Nous savons, depuis quelques jours, que l'Assemblée nationale a voté le budget et renoncé, pour l'année courante, au projet d'impôt sur les matières premières. Cette décision, en mettant momentanément un terme aux incertitudes qui pesaient sur les affaires françaises depuis si longtemps, devra contribuer à leur rendre un peu d'entrain. (Maison Gallois-Montbrun et fils.) »

Voter l'impôt sur les matières premières, ce serait, sans profit actuel pour le Trésor, créer bénévolement une incertitude perpétuelle dont la conséquence inévitable serait de paralyser les affaires françaises dans le monde entier. Nous ne sommes donc le projet d'impôt sur les matières premières, maintenu par le gouvernement, comme inutile et comme dangereux.

Inutile, puisqu'il ne peut presque rien rapporter avant un an, qu'il rapportera peu pendant les cinq années qui suivront 1872, qu'il favorisera l'Allemagne pendant les deux années qui suivront 1877.

Dangereux, parce qu'il consacre un système incompatible avec la nécessité des opérations commerciales à long terme, qui sont devenues la base des relations universelles.

Lettre de Paris

(Correspondance particulière du Journal de Roubaix.)

Paris, 14 mai 1872.

Un certain nombre de membres de la droite se préoccupent d'un détail qui ne sera pas insignifiant, s'il se confirme. Vous savez que la Commission d'enquête sur la situation des classes ouvrières a choisi M. d'Audiffret-Pasquier pour son président. Presqu'aussitôt, la Commission a résolu de s'adjoindre des membres

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 16 MAI 1872

— 12 —

LA TERRE PROMISE

PREMIÈRE PARTIE

LE DOIGT DE DIEU

CHAPITRE XV.

Le Second Amour

(Suite)

Un jour ils gravissaient les flancs du Corcovado ou les sommets de Boa-Vista; ils poussaient une autre fois leurs excursions jusqu'à la pittoresque cascade de Trijuka; le plus souvent ils s'avançaient dans la longue chaîne des Orgues, puis, à la tombée de la nuit, ils rentraient dans la ville en s'entretenant tout bas de l'avenir de leur enfant. Au retour, André disait tristement bon soir à Madeleine qui souvenait d'un

nocents prétextes pour retarder l'instant de leurs adieux.

Une nuit qu'André lisait dans sa chambre, étendu sur une natte, un bruit de pas monta de la cour jusqu'à lui. Il prêta l'oreille, le bruit cessa. Il se fit bientôt de nouveau entendre.

Surpris, André descendit. Il ne vit personne, et remonta. Arrivé devant sa porte, il s'arrêta, puis franchit tout à coup l'escalier qui conduisait à l'appartement de Madeleine, et aperçut la clef sur la porte. Inquiet sans pouvoir se rendre compte de sa crainte, il ouvrit.

Chaque objet était parfaitement en place dans la première pièce. Il respira et revint sur ses pas. Près de sortir, une vague inquiétude l'assailait, et il entra sans hésiter dans la chambre à coucher de sa femme.

Une veilleuse brûlait sur la cheminée, et bientôt Madeleine lui apparut. Son gracieux visage semblait s'épanouir dans un sourire que le sommeil n'avait pas interrompu. Ses cheveux bruns s'échappaient des grandes épingles d'acier ciselé qui ne les retenaient plus qu'à demi, et baignaient ses épaules d'un flot de soie parfumée.

André voulut fuir; un charme tout-puissant l'enchaîna en ce lieu. Il demeura pendant quelques minutes en extase, immobile; puis il s'avança doucement, bien doucement, vers le lit où reposait Madeleine, et il s'agenouilla en silence.

Amour en ce moment, appela sa mère André, éperdu, se leva aussitôt,

se pencha sur le front de Madeleine, lui baisa les cheveux et se retira précipitamment.

Madeline s'éveilla en sursaut. Elle regarda autour d'elle et n'aperçut personne. Bientôt elle entendit André descendre l'escalier et rentrer chez lui. Alors elle se souvint qu'elle avait oublié de fermer sa porte.

Agitée par mille impressions diverses, elle demeura pensive jusqu'au jour.

CHAPITRE XVI.

L'aven.

Tous les romans de l'amour se ressemblent par le fond, la forme seulement varie. Les uns peuvent s'écrire en prose. Plus chastes, plus éthérés, les autres, pour être dignement traduits, exigeraient les délicatesses du langage poétique.

Madeline, attirée peu à peu et à son insu vers André, avait enfin compris la poésie de l'amour. Chaque jour avait ses petits incidents, ses épisodes imprévus, aliments renouvelés sans cesse qui entretenaient dans son cœur, en la redoublant, la flamme qu'André y avait récemment allumée.

Comme un voyageur égaré qui marche au hasard dans les ténèbres, et tout à coup s'arrête au bord d'un précipice, André, après s'être enivré longuement

d'amour dans les regards de Madeleine, par un brusque revirement sur lui-même, reculait épouvanté. Sa femme alors rappelée à elle-même par le changement soudain de son mari, redevenait sérieuse comme autrefois, et André se disait en soupirant :

— Pauvre fou que j'étais ! Puis il s'éloignait sans adresser la parole à Madeleine, qui comprenait la cause de son silence, souffrait de le voir souffrir, aurait voulu lui demander pardon de son passé et lui avouer au milieu de ses larmes qu'elle l'aimait.

Cet état de choses se fut prolongé long-temps encore sans la circonstance que nous allons raconter.

Amour avait cinq ans, et son intelligence précoce s'était développée aux dépens des forces de son corps. André, dans sa sollicitude paternelle, pensa que l'air vivifiant des montagnes serait salutaire à son enfant, et il fit l'acquisition d'une petite maison de plaisance à une lieue et demie de Rio, aux abords de la Cascatelle Mai-d'Agoas, — mère des ondes, — qui, au moyen d'un immense aqueduc, épanche ses eaux dans les fontaines publiques de la ville.

Cette maison, assise sur le versant d'un monticule, s'encadrait dans un site pittoresque. A sa droite apparaissaient, semblables à des plaines verdoyantes, de grandes forêts de pins et de cèdres; à sa gauche, le palais de Saint-Christophe, résidence impériale; à ses pieds, les églises de Sainte-Croix, de Saint-Sebas-

tien, de Notre-Dame-de-la-Cbanelleur, l'hôtel de la Monnaie, l'arsenal, le théâtre, et le cours public planté de manguiers et de Lauriers roses; puis, à l'horizon, la rade de Rio tout en feu sous les rayons du soleil.

Il fut décidé qu'on s'établirait au plus vite dans cette charmante villa, et Madeleine s'occupa de la meubler et de la décorer.

Deux ou trois jours après, elle entra toute joyeuse dans le cabinet de travail d'André, et elle lui annonça qu'ils déménageraient à leur maison de campagne.

Ils quittèrent Rio dans l'après-midi. Après une heure de marche, André, Madeleine et Amaury aperçurent enfin, se détachant en vert sur les flancs grisâtres de la montagne, non loin de la cascade, leur jolie maisonnette baignée dans une vapeur de pourpre et d'or.

Ils doublèrent le pas. Madeleine, lorsqu'ils furent arrivés, conduisit André sous une tente, au milieu du jardin, puis elle s'éloigna et revint bientôt avec les provisions du dîner. Ce repas champêtre achevé, l'on visita le jardin. Madeleine montra à son mari les embellissements qu'elle avait dirigés. Ici, on avait planté des cocotiers, des cerisiers, des pamplemousses, des oranges et des myrtes; là, on avait creusé une allée; dans cet endroit, on avait construit une terrasse d'où le regard embrassait la ville et la mer.

La suite au prochain numéro.